

LE RECENSEMENT DES ACTIVITES
EN MILIEU URBAIN DE COTE D'IVOIRE - 1976 -

LOUDIN Xavier
Ministère de l'Industrie
CÔTE D'IVOIRE

1 - Cadre du recensement.

Le recensement des activités en milieu urbain de 1976 est le principal recensement d'établissements réalisé en Côte d'Ivoire. C'est la Direction des Etudes et Développement du Ministère du Plan, et non la Direction de la Statistique qui en a assuré la conception, le déroulement et le traitement, avec des moyens en hommes et en matériel très inférieurs à ceux généralement requis pour ce type d'opération.

Les objectifs du recensement étaient d'améliorer la connaissance des activités non structurées, de mettre sur pied un fichier et d'établir une base de sondage et enfin de déceler les activités les plus dynamiques à assister et promouvoir.

Le champ d'investigation comprenait l'ensemble des villes de plus de dix mille habitants et complétait ainsi le recensement agricole de 1974. Ces 38 villes représentaient deux millions d'habitants (dont la moitié à Abidjan).

L'opération s'est déroulée de janvier à juillet 1976, mais les passages dans les villes étaient rapides sauf à Abidjan où le recensement a duré sept mois. C'est un peu trop long, surtout que les résultats ont montré qu'un cinquième des établissements a moins de un an.

Toute activité visible devait être recensée. En fait, les organisateurs ont rapidement abandonné le dénombrement des activités de rues. Ce sont donc les activités exercées dans un local assimilé à l'établissement qui ont été recensées. De plus, un comptage a été effectué sur les marchés.

Les établissements ayant une comptabilité selon le Plan comptable ivoirien normal étaient identifiés, le questionnaire ne leur étant pas soumis dans sa totalité. Les établissements dont la comptabilité était tenue au siège social de l'entreprise devaient par contre remplir tout le questionnaire. Cette méthodologie avait été adoptée afin d'alléger la tâche des enquêteurs et le coût de l'opération, les renseignements recherchés devant se trouver, pour les entreprises ayant un plan comptable normal, dans la Centrale des Bilans éditée chaque année.

On n'a pas pu, par la suite, établir une liaison quelconque entre les résultats du recensement et la Centrale des Bilans. De plus, de nombreuses omissions ou refus de réponse ont pu être constatés pour des entreprises d'une certaine taille. Pour les petits établissements par contre, il ne semble pas y avoir eu beaucoup de problèmes, les refus de réponse étant très rares.

Il n'a pas été possible non plus de reconstituer les entreprises à partir de leurs établissements, aucune question ne le permettant. Mais à cette époque, l'intérêt de cette reconstitution pour les entreprises du secteur non structuré n'avait pas été démontré.

2 - Le questionnaire.

Le recensement a été effectué en un seul passage avec un questionnaire relativement lourd. Ce questionnaire comportait trois volets : l'établissement, l'exploitant, l'emploi.

a) - L'établissement

Ce volet comporte l'identification (insuffisante puisque l'on ne connaît pas, s'il y a lieu, l'entreprise-mère), quelques questions sur des "indicateurs de modernité" (téléphone, compte bancaire, etc.), une question sur l'activité principale, codifiée très précisément, et une question sur l'activité secondaire qui ne sera malheureusement pas codifiée. Par ailleurs, quatre questions peuvent nous éclairer sur la "modernité" de l'entreprise ou de l'établissement, au sens de l'appartenance ou non au secteur moderne. Ce sont les questions sur le statut juridique, la qualité de l'établissement (unique, siège ou succursale) la tenue d'une comptabilité et l'inscription au registre du commerce. Il aurait été possible, à partir de ces quatre variables, de faire une étude précise sur le degré d'enregistrement des établissements. On aurait pu y ajouter des variables telles que "compte bancaire" ou "statut de l'exploitant", "existence de salariés permanents" etc. bâties à partir des autres questions. Il est à noter que la gérance est souvent interprétée de façon divergente selon les cas, par les enquêteurs ou les enquêtés eux-mêmes : une station-service en gérance libre est parfois considérée comme établissement unique, parfois comme succursale d'une entreprise-mère. Dans l'un et l'autre cas, on trouvera une comptabilité tenue au siège, ou pas de comptabilité. La question sur le chiffre d'affaires n'a pas eu beaucoup de succès.

b) - L'exploitant

C'est la partie la plus riche du questionnaire et celle qui a posé le moins de problèmes. Les nombreuses questions de cette partie permettraient une amélioration considérable de la connaissance sociologique des petits exploitants. De nombreux croisements de variables ont été publiés mais rares sont les études plus approfondies sur les exploitants. Par exemple, les questions sur le niveau d'instruction et la formation professionnelle reçue étaient extrêmement précises. Plusieurs tableaux avec ces variables ont été édités. Mais il ne semble

pas que l'on ait utilisé ces résultats à des fins opérationnelles. L'activité antérieure, l'ethnie ou la nationalité ainsi que tous les autres renseignements individuels fournissaient une mine d'informations pour reconstituer les différents itinéraires possibles des exploitants. Cette étude, assez complexe il est vrai, n'a pas été non plus menée. Il en est de même pour une question sur l'activité du propriétaire (lorsque celui-ci n'est pas le gérant) : quel que soit le nombre, le caractère et l'activité des établissements appartenant à des fonctionnaires, à des planteurs...?

c) - L'emploi

Les questions sur l'emploi sont peu nombreuses. Les résultats sont surprenants : le nombre total d'emplois correspondant aux établissements recensés est extrêmement bas. Ce phénomène reste inexpliqué. Bien sur, on peut penser qu'il y a eu des sous-déclarations systématiques, surtout pour les établissements plus importants. Mais on n'a aucun moyen d'estimer cette sous-évaluation qui doit varier selon les villes, l'activité de l'établissement, les caractéristiques de son propriétaire ou gérant etc. Au total, on a compté outre le chef d'établissement, un salarié et un non salarié (apprenti ou aide familial) par établissement.

3 - Conclusion

Entre 1974 et 1978, de nombreux travaux et études statistiques ont été faits en Côte d'Ivoire. Mais dès l'indépendance, les travaux statistiques étaient réalisés sur l'artisanat et les petits commerces. L'intérêt qu'a suscité, à cette époque, le secteur non structuré, a donc culminé lors du recensement des activités en milieu urbain. Malheureusement, ce travail énorme n'a pas été suivi des études nécessaires et la base de sondage prévue est tombée en désuétude avant d'avoir servi.

Les résultats du recensement ont, certes, servi aux planificateurs et sont encore aujourd'hui une référence obligatoire pour qui s'intéresse au secteur non structuré. Mais on peut regretter que, loin d'avoir été le début de travaux plus concrets sur le secteur non structuré ce recensement ait, au contraire, été le point final d'une grande série d'études sur le sujet.

A N N E X E S

- 1 - Répartition des établissements et de l'emploi par activité.
- 2 - Principales caractéristiques des exploitants
- 3 - Principales caractéristiques de l'emploi.
- 4 - Répartition d'établissements selon la taille.
- 5 - Caractéristiques de l'emploi pour certaines activités.
- 6 - L'emploi sur les marchés et dans les rues.
- 7 - Questionnaire.

REFERENCES

Ministère du Plan - Direction des Etudes et du Développement :
Recensement des activités en milieu urbain de 1976 (par Jean-
Pierre CHATEAU) 4 tomes - juin 1977.

Les trois premiers tableaux sont extraits d'une note de syn-
thèse parue en 1979. Les trois suivants ont été élaborés à
partir de listings non publiés.

TABLEAU I - REPARTITION DES ETABLISSEMENTS

ET DES EMPLOIS PAR ACTIVITE

BRANCHES	NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	EMPLOIS
01 à 04 Secteur primaire	181	1266
06 à 10 Agro-alimentaire	563	1672
11 - 12 Textile et cuir	7255	13159
13 Transformation du bois	1074	5472
14 - 16 Caoutchouc, plastique, chimie.	300	515
18 - 20 Mécanique, électricité (y.c. réparation)	2053	8631
21 Ind. diverses (imprimerie, art.)	545	1269
05 - 17 Carrières, mat. de construction, 23 Bâtiment	252	2503
24 Transports	87	996
25 - 26 Services	4658	11921
27 Commerce	11909	16620
28 Banques, assurances	66	498
TOTAL :	<u>28943</u>	<u>64522</u>

Etablissements recensés hors plan comptable normal.

Emplois, non compris le chef d'établissement.

TABEAU II : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES EXPLOITANTS

	Centres Urbains de 10 000 à 30 000 hab.		Centres Urbains de 30 000 à 100 000 hab.		Centres Urbains de plus de 100 000 hab.				TOTAL	
					BOUAKE		ABIDJAN			
	ACTIVITES		ACTIVITES		ACTIVITES		ACTIVITES		ACTIVITES	
	Sédent.	Non Séd.	Sédent.	Non Séd.	Sédent.	Non Séd.	Sédent.	Non Séd.	Sédent.	Non Séd.
Nombre d'exploitants	6 469	14 783	5 708	12 451	2 430	6 653	14 186	36 893	28 793	70 780
STATUT : % des exploitants qui sont propriétaires de leur étab.	81		80		79		81		81	
NATIONALITE :										
- % Ivoiriens	39,7	55	39,7	45	37,8	42	23,8	47	32	48
- % Autres	60,3	45	60,3	55	62,2	58	76,2	53	68	52
Africains non Ivoiriens	54,9		53,9		56,9		67,5		61	
Non Africains	5,2		6,3		5,3		8,7		7	
SEXE :										
- % Hommes	93	31	93	39	93	40	90,2	34	92	35
- % Femmes	7	69	7	61	7	57	9,8	66	8	65
INSTRUCTION :										
- % non scolarisés	71,9		71,4		70,7		67,3		69,5	
- % niveau fin du 1er cycle	13,7		12,7		11,6		12,8		12,9	
- % école jusqu'en 3ème	3,3		4,1		3,3		4,3		3,9	
- % fin du second cycle	0,9		1,9		2,6		2,9		2,3	
- % enseignement supérieur	0,4		1		0,6		1,2		0,9	
FORMATION PROFESSIONNELLE :										
- % aucune formation	53		52		43		47		49	
- % apprentis	43		43		51		46,5		45	
- % formation professionnelle	4		5		5		6		6	
AGE :										
- % moins de 30 ans	44,5		46		44		46		45	
- % moins de 40 ans	76		78		75		78		77	

TABLÉAU III : PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE L'EMPLOI (ACTIVITÉS SÉDENTAIRES)

	Centres Urbains de 10 000 à 30 000 hab.	Centres Urbains de 30 000 à 100 000 hab.	BOUAKE 173 000 hab.	ABIDJAN 921 000 hab.	TOTAL
Nombre de personnes employées dans les PME et les entreprises artisanales (1)	12 244	12 621	6 268	33 389	64 522
- Répartition de la main-d'œuvre par statut :					
. % de salariés	47,2	45,5	48,1	55,2	51,1
. % de non salariés	52,8	54,5	51,9	44,8	48,9
- Répartition des salariés permanents par nationalité					
. % d'Ivoiriens	51,7	64	61,6	50,6	54,2
. % d'Africains non Ivoiriens	47,1	33,2	32,8	47,2	41,1
. % de non Africains	1,2	2,8	5,6	6,2	4,7
- Pourcentage des établissements utilisant moins de 3 emplois	80,6	75,7	73	75,7	76,5
- Pourcentage des établissements utilisant moins de 3 salariés permanents	93,6	91,7	91,3	89,3	90,8
- Moyenne d'emplois par établissement	1,9	2,2	2,6	2,4	2,2

(1) Sans compter les responsables des établissements

Tableau n° IV

Répartition d'établissements artisanaux et industriels selon la taille (emploi total y compris chef d'établissement).

	1	2	3	4	5	6-10	11-15	16-20	+20	Total
Couture	1064	1880	1464	852	429	445	36	1	4	6715
Menuiserie	216	226	196	142	91	134	23	9	16	1053
Cordonnerie	183	53	21	15	6	11	1	-	1	291
Bâtiment	46	24	21	20	18	43	13	2	23	210
Bijoutiers	125	105	66	40	14	15	2	-	-	367
Horlogerie	161	55	12	2	-	-	-	-	-	230
Réparation-radio	116	134	104	54	21	18	-	-	-	447
Forgerons	76	41	25	27	15	19	6	2	2	213
Garages	75	182	110	85	94	332	117	31	35	981
Réparation pneus	83	110	49	14	6	9	-	-	-	271
Total	2685	2730	2068	1251	694	1026	198	45	81	10778
%	24,9	25,3	19,2	11,6	6,4	9,5	1,8	0,4	0,8	100

Pour ces mêmes activités, on peut noter quelques caractéristiques de l'emploi.

Tableau n° V

Caractéristiques de l'emploi d'établissements artisanaux et industriels.

Activité	% établ. unique	% pas de Comptab.	Effec. empl. moyen/établ.	Eff. sala. rié moy. /établ.	Eff. apprentis moy./étab.	% établ. sans MO salariés
Couture	97,4	91,9	2,8	0,1	1,6	92,7
Menuiserie	94,1	84,5	3,9	1,0	1,7	78,9
Cordonnerie	94,2	87,3	2,0	0,4	0,5	91,4
Bâtiment	68,1	50,0	8,5	5,8	1,6	58,6
Bijoutiers	98,1	91,8	2,4	0,3	0,9	85,3
Horlogerie	97,4	83,5	1,4	0,05	0,2	95,7
Rep. radio	94,2	83,5	2,6	0,1	1,3	94,0
Forgerons	94,8	91,1	3,5	0,6	1,6	90,1
Garages	89,0	80,6	7,2	1,6	4,4	75,0
Rép. pneus	93,7	89,3	2,2	0,2	0,8	86,3

L'emploi sur les marchés et dans les rues.

Pour 36 villes sur les 38 recensées, on dispose de comptages sur les marchés. 70 780 activités ont été dénombrées dont 59 039 (83,4%) commerces, 5 971 artisans (8,4%), tailleurs pour la plupart, et 5 770 (8,2%) services, les trois quarts d'entre eux étant dans la restauration. Dans un tel dénombrement, on considère qu'une personne correspond à une activité, ou plus exactement qu'il n'y a qu'un emploi par activité. Ce n'est pas tout à fait juste puisque l'on trouve des aides sur les marchés.

Les deux tiers des activités de marchés sont le fait des femmes. Cette proportion est plus importante dans les services, plus faible chez les artisans.

Les activités de rues n'ont pu être recensées, mais ont fait l'objet d'une enquête. Elles sont estimées à 25 000 à Abidjan (qui compte par ailleurs la moitié des activités sédentaires et de marchés recensées), soit probablement une cinquantaine de milliers pour l'ensemble du milieu urbain. Plus de la moitié est constituée de commerce, 8% d'artisans (réparateurs de chaussures, tailleurs ambulants...) et le reste, 38% de services, principalement vente de plats préparés.

Ces données restent très imprécises. En ce qui concerne les marchés des petites et moyennes villes, il y a de grandes variations d'activités selon les jours de la semaine.

I.2. - STATUT

a)- ENTREPRISE INDIVIDUELLE OU FAMILIALE OUI NON

SI OUI : L'ACTIVITE RECENSEE EST-ELLE :

- LE SIEGE DE L'ENTREPRISE

- SON ETABLISSEMENT UNIQUE

- UN ETABLISSEMENT DE L'ENTREPRISE

NOMBRE D'ETABLISSEMENTS EN COTE D'IVOIRE

49

50

51 52 53

b)- SOCIETE OUI NON

SI OUI : L'ACTIVITE RECENSEE EST-ELLE :

- LE SIEGE DE L'ENTREPRISE

- SON ETABLISSEMENT UNIQUE

- UN ETABLISSEMENT DE L'ENTREPRISE

NOMBRE D'ETABLISSEMENTS EN COTE D'IVOIRE

54

55

56 57 58

c)- UNE ASSOCIATION COOPERATIVE OUI NON

59

I.3. - GESTION

a)- TENUE D'UNE COMPTABILITE OUI NON

TENUE AU SIEGE

PAS DE COMPTABILITE

SI OUI : SELON PLAN COMPTABLE : NORMAL SIMPLIFIE AUTRE FORME

SI CETTE REPONSE EST AFFIRMATIVE : ARRETER ICI LE QUESTIONNAIR

60

61

b)- CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'EXERCICE PRECEDENT

ACTIVITE CREE DEPUIS MOINS D'UN AN

MONTANT DU CHIFFRE D'AFFAIRES FRANCS

CHIFFRE D'AFFAIRES INCONNU

62

I.4. - DEGRE DE TECHNICITE

a)- UTILISATION DE MACHINES A USAGE PROFESSIONNEL OUI NON

SI OUI : NOMBRE TOTAL

DONT : MANUELLES

ELECTRIQUES

A ESSENCE

63

64 65

66 67

68 69

70 71

b)- UTILISATION DE VEHICULES OUI NON

NOMBRE P.L.

V.L.

72

73 74

75 76

I.5. - LOCAUX

L'ENTREPRISE (OU ETABLISSEMENT) EST-ELLE

PROPRIETAIRE

LOCATAIRE

DES LOCAUX OU S'EXERCE

L'ACTIVITE

77



NUMERO D'ORDRE

1 2 3 4 5 6

II.1. - IDENTIFICATION

a)- SEXE HOMME FEMME

b)- AGE

c)- NATIONALITE : IVOIRIENNE : OUI NON

ETHNIE

NATIONALITE

II.2. - STATUT

a)- SEUL PROPRIETAIRE OUI NON

b)- PROPRIETAIRE ASSOCIE OUI NON

SI OUI : NOMBRE D'ASSOCIES

NATIONALITE DE L'ASSOCIE PRINCIPAL

EXERCE-T-IL EN COTE D'IVOIRE UNE ACTIVITE AUTRE
QUE CELLE DE L'ENTREPRISE, OBJET DE VOTRE ASSOCIATION :

OUI NON

SI OUI : DANS QUEL SECTEUR :

PRIMAIRE

AGRICULTURE
EXPLOIT. FORET
PECHE

SECONDAIRE

INDUSTRIE
ARTISANAT

TERTIAIRE

COMMERCE
SERVICES
ADMINISTRATION

A QUEL ENDROIT :

VILLE

SOUS-PREFECTURE

c)- NON PROPRIETAIRE OUI NON

SI OUI : - ETES-VOUS : GERANT FAMILIAL GERANT LIBRE GERANT SALARIE

LE PROPRIETAIRE

EST-IL : UN INDIVIDU UNE SOCIETE

NATIONALITE

EXERCE-T-IL EN COTE D'IVOIRE UNE ACTIVITE AUTRE
QUE CELLE DONT VOUS ETES GERANT :

OUI NON

SI OUI : DANS QUEL SECTEUR :

PRIMAIRE

AGRICULTURE..
EXPLOIT FORET
PECHE

SECONDAIRE

INDUSTRIE
ARTISANAT

TERTIAIRE

COMMERCE
SERVICES
ADMINISTRATION

A QUEL ENDROIT :

VILLE

SOUS-PREFECTURE

7

8

9

10 11

12 13

14

15

16

17 18

19

20

21 22 23 24

25

26

27

28 29

30

31

32 33 34 35

II.3. - INSTRUCTION - FORMATION - EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

a- NIVEAU D'INSTRUCTION ILLETRE SCOLARISE → DERNIERE CLASSE FREQUENTEE

36

b- FORMATION PROFESSIONNELLE PERFECTIONNEMENT APPRENTISSAGE PAS DE FORMATION

37

SI OUI : A.A.P. C.P.P.
 C.T.R. - C.F.P. C.T.A. C.E.T. LYC. TECH.
 I.U.T. ECOLE PROFESSIONNELLE

38
39

c- EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

TEMPS D'EXERCICE DE L'ACTIVITE ACTUELLE MOIS ANS

40

ACTIVITE ANTERIEURE OUI NON

41

SI OUI : . DANS QUEL SECTEUR :

PRIMAIRE : AGRICULTURE EXPLOIT. FORET PECHE
 SECONDAIRE : INDUSTRIE ARTISANAT
 TERTIAIRE : COMMERCE SERVICES ADMINISTRATION

42

A QUEL ENDROIT :

VILLE
 SOUS-PREFECTURE.....

43 44 45 46

II.4. - ACTIVITE SECONDAIRE DE L'EXPLOITANT

OUI NON

47

SI OUI : . DANS QUEL SECTEUR :

PRIMAIRE : AGRICULTURE EXPLOIT. FORET PECHE
 SECONDAIRE : INDUSTRIE ARTISANAT
 TERTIAIRE : COMMERCE SERVICES ADMINISTRATION

48

A QUEL ENDROIT :

VILLE
 SOUS-PREFECTURE.....

49 50 51 52

III. PERSONNEL EMPLOYE

III.1. - MAIN D'OEUVRE SALARIEE

EFFECTIF TOTAL A LA DATE DE L'ENQUETE

53 54 55

DONT PERMANENTS

56 57 58

IVOIRIENS HOMMES

59 60 61

FEMMES

62 63 64

AFRIC. NON IVOIRIENS HOMMES

65 66 67

FEMMES

68 69 70

NON AFRICAINS HOMMES

71 72 73

FEMMES

74 75 76

III.2. - MAIN D'OEUVRE NON SALARIEE

EFFECTIF TOTAL A LA DATE DE L'ENQUETE

77 78

DONT APPRENTIS

79 80

MAROC
MINISTÈRE DU PLAN
DIRECTION DE LA STATISTIQUE

FRANCE
INSEE
ORSTOM

ASSOCIATION INTERNATIONALE
DES STATISTICIENS D'ENQUÊTES

**SEMINAIRE
SUR LES STATISTIQUES
DE L'EMPLOI
ET DU SECTEUR NON STRUCTURE**

**Rabat, 10-17 Octobre 1984
rapport des sessions et communications
tome 2**

MAROC
MINISTÈRE DU PLAN
DIRECTION DE LA STATISTIQUE

FRANCE
INSEE
ORSTOM

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES
STATISTICIENS D'ENQUÊTES

SEMINAIRE
SUR LES STATISTIQUES
DE L'EMPLOI
ET DU SECTEUR NON STRUCTURE

RABAT, 10-17 OCTOBRE 1984
RAPPORT DES SESSIONS ET COMMUNICATIONS
TOME 2

PARIS - JUILLET 1985